

# **Perspectives générales pour le sommet canadien du G8 : renforcement de la révolution démocratique**

John Kirton, directeur du Groupe de recherche sur le G8 à l'Université de Toronto

## **Introduction**

Évaluer le succès d'un sommet du G7/8 deux semaines avant le début de l'événement est une tâche difficile. En effet, au cours des 27 dernières années, les sommets ont offert des résultats imprévisibles : le sommet de Bonn tenu en 1978 s'est mérité une note impressionnante de « A », mais celui de 1985 tenu au même endroit n'a reçu qu'un décevant « E » (Bayne 2000 : 195). On remarque une instabilité semblable quant au nombre d'engagements précis découlant de chaque sommet, lesquels vont de 27 pour le sommet de Toronto de 1988 et de 29 pour celui de Tokyo de 1993 à un maximum de 169 pour le sommet d'Okinawa tenu en 2000 (Kirton, Kokotsis et Juricevic, 2002). Le respect de ces engagements varie grandement, allant de 30 % au cours des 15 premières années des sommets à environ 80 % pour le sommet d'Okinawa tenu en 2000. Et, plus important encore, le sommet du G7/8 est unique au sein des institutions internationales, car il constitue un forum conçu pour et par les chefs d'État des grandes puissances de la planète qui sont élus démocratiquement et qui doivent équilibrer, dans leurs pays respectifs, leurs responsabilités et leurs besoins nationaux. C'est donc aux huit dirigeants présents à Kananaskis qu'il incombera en bout de ligne de déterminer ce qui se déroulera lors des deux jours où ils se rencontreront en isolement dans les Rocheuses de l'Alberta, au Canada, dans le cadre du sommet du G7/8 des 26 et 27 juin 2002.

Cette année, l'incertitude entourant leurs perspectives est aggravée par plusieurs facteurs. Les participants au sommet ont choisi une approche très risquée qui vise à se concentrer sur un thème central unique; ils promettent en outre de ne pas se laisser distraire par leur ordre du jour secondaire touchant la croissance et le terrorisme, pas plus que par les crises qui peuvent survenir à la veille de l'événement. Le thème central qu'ils ont choisi, soit la « réduction de la pauvreté en Afrique », représente l'un des défis les plus considérables auxquels la communauté internationale ait été confrontée au cours des cinquante dernières années et, fort probablement, le plus ambitieux projet à mener à terme après le règlement pacifique de la guerre froide en Europe. Afin d'élaborer leur Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), les dirigeants du G8 feront participer cinq collègues africains au sommet. Ce sera là l'aboutissement d'un processus unique à trois volets au cours duquel on devra en arriver à un consensus d'abord au sein du G8, ensuite au sein des pays africains et enfin entre le G8 et les pays africains. Étant donné que le sommet de Kananaskis, qui devrait durer 30 heures, sera le plus court de l'histoire récente des G7/G8, tous les participants disposeront de peu de temps pour en venir à un consensus en bonne et due forme, si l'on tient compte du décalage horaire ainsi que des problèmes géopolitiques et intérieurs qui risquent de les déconcentrer. En outre, ces trente heures constitueront vraisemblablement une occasion de choix pour le G8 et, par le fait même, pour les pays africains, vu que la réduction de la pauvreté en Afrique ne

reviendra pas à l'ordre du jour avant longtemps. En effet, après trois années de travaux de plus en plus ambitieux consacrés à ce thème, l'attention du G8 se tournera vers d'autres dossiers lorsque le cofondateur du groupe lancera l'an prochain le cinquième cycle de sept ans des sommets du G8.

Malgré ces incertitudes, il est permis de conclure que Kananaskis s'avérera sans aucun doute un sommet fructueux; en fait, ce sera un événement d'une importance historique remarquable. En effet, ce sommet s'engage à offrir à l'Afrique - le continent qui bénéficie le moins jusqu'à maintenant des avantages de la mondialisation - les possibilités de développement durable et de gouvernance démocratique qu'il est censé fournir, de par son mandat, à l'échelle planétaire. Afin de réaliser pour l'Afrique, au cours de la prochaine décennie, ce que le G7/8 a réussi à accomplir pour l'ancienne Union soviétique au cours des dix dernières années, ce sommet fera appel à la mission ultime du G8 ainsi qu'aux convictions démocratiques communes à tous les dirigeants réunis ainsi qu'à la presque totalité des dirigeants africains. Ces chefs d'État se rendront à Kananaskis en sachant que seul le G8 est en mesure d'assurer le leadership nécessaire et de fournir les ressources requises pour démocratiser et, par conséquent, développer les pays africains, et qu'il est grand temps plus que jamais d'agir dans ce sens. Les dirigeants du G8 disposeront de l'avantage politique intérieur requis pour assurer un leadership mondial de grande portée et axé sur l'avenir, même si leurs citoyens sont préoccupés par d'autres questions. Le défi à relever consiste à s'assurer que le sommet à proprement parler permet à chaque dirigeant d'assumer un rôle de leader, et ce afin que seize personnes très différentes qui élaboreront un modèle de développement démocratique pour l'Afrique de demain puissent en arriver à un consensus viable pendant la journée qu'ils consacreront à cette tâche. À ce chapitre, le premier ministre du Canada et hôte du G8 Jean Chrétien, qui est un vieux routier de ces conférences au sommet, a préparé et présentera un sommet qui devrait donner les résultats historiques escomptés.

Afin d'obtenir un aperçu du fondement de cette prévision optimiste, il est important d'examiner attentivement dans quelle mesure Kananaskis constituera un sommet où les dirigeants se concentreront sur leurs convictions démocratiques communes, reconnaîtront leur vulnérabilité commune ainsi que leurs capacités égales, feront appel à leur détermination personnelle ainsi qu'à leur avantage politique intérieur et pourront s'unir à leurs collègues africains sous la présidence de leur hôte canadien pour obtenir des résultats véritablement historiques et durables.

### **Convictions démocratiques claires**

La première condition à remplir pour assurer le succès du sommet consiste à s'assurer que l'ordre du jour et les participants s'appuient directement sur les objectifs démocratiques qui se trouvent au cœur même de l'institution (Kirton 1999). Dans le communiqué de clôture diffusé à la fin du premier sommet de 1975 et inclus dans ce que l'on pourrait appeler la « charte constitutionnelle de Rambouillet » du G7/8, les dirigeants fondateurs du G7 n'ont laissé aucun doute en mentionnant que leur nouvelle institution avait été mise sur pied avant tout pour protéger et promouvoir la « démocratie ouverte », les « libertés

individuelles » et le « progrès social » à l'échelle mondiale. Le G7/8 a commencé par juguler la « stagflation » et la « crise de la gouvernance » qu'ont connues les pays du G7 à l'époque et n'a cessé depuis de progresser afin d'accomplir sa mission ultime dans l'ensemble de la collectivité mondiale. La « deuxième révolution russe », qui s'est déroulée en grande partie de façon pacifique et démocratique, la fin du racisme constitutionnel ou apartheid en Afrique du Sud ainsi que la défense vigoureuse, par le G7, des manifestations pour la liberté qui ont eu lieu à la place Tian'anmen et à Hong Kong figurent au nombre de ses principales réalisations à cet égard.

Au cours de ces années, l'ordre du jour officiel ouvert et en constante évolution du sommet s'est graduellement éloigné des questions directement liées à cette mission démocratique. En outre, Kananaskis marquera le retour aux principes de base, vu que son thème central, soit la « réduction de la pauvreté en Afrique », porte essentiellement sur la démocratisation. Le principal objectif de Kananaskis vise à créer un nouveau paradigme et un plan d'action qui favoriseront le développement de l'Afrique. Les pays africains s'évalueront mutuellement selon leur rendement respectif au chapitre des principaux promoteurs du développement, en accordant la priorité à la saine gestion publique ainsi qu'à la primauté du droit.

Une fois les principes et les processus appropriés bien instaurés, de nouveaux prêts importants seront consentis aux pays africains afin de favoriser leur développement démocratique. La somme estimative de 64 milliards de dollars américains qui sera requise annuellement à cette fin proviendra de cinq sources. La première, une fois que les gouvernements africains auront regagné la confiance de leurs habitants, sera constituée d'environ 40 % des capitaux africains qui sont maintenant placés à l'extérieur dans des pays du nord déjà bien nantis. La deuxième, une fois que les étrangers se seront assurés que les Africains ont confiance en l'avenir de leur continent, sera composée d'investissements étrangers directs (IED) qui pourraient même se comparer à ceux dont ont déjà bénéficié d'autres économies émergentes ainsi que certains pays développés. La troisième sera l'accès aux marchés du textile, des produits agricoles et d'autres produits des pays du nord, afin que les Africains puissent également bénéficier de la croissance induite par les exportations qui est essentielle au succès économique de nombreux pays asiatiques et membres du G8. La quatrième sera l'allégement accru de la dette des pays les plus pauvres, un secteur où le G7 a acquis une vaste expérience et obtenu un certain succès depuis ses premières interventions à Toronto en 1988 et depuis qu'il a intensifié ses efforts dans le cadre de l'Initiative d'aide aux pays pauvres très endettés (PPTE) au cours des dernières années. Enfin, la cinquième source sera l'aide publique au développement (APD), où le succès du G8, mis à part le cas du Japon et la situation de la santé dans le monde, est demeuré plutôt mitigé au cours des dernières années.

Le deuxième point à l'ordre du jour du sommet de Kananaskis – la lutte au terrorisme – est également lié de très près à la démocratie. Pour les terroristes du 11 septembre qui ont attaqué le Pentagone et peut-être même la Maison-Blanche en plus du World Trade Centre, cette offensive n'était pas seulement dirigée contre le capitalisme, mais contre le principe même de gouvernance démocratique. Tous les dirigeants du G8 qui seront présents à Kananaskis ressentent personnellement cette menace. Car ce sont eux qui

étaient visés par le réseau Al-Qaeda lors du sommet de Gênes tenu l'an dernier, et non Bill Gates et ses collègues, si l'on tient compte du fait que ces terroristes et leurs prédécesseurs ont assisté à chaque sommet depuis 1996. Ainsi, étant donné que ce sera la première fois depuis les attaques du 11 septembre que ces dirigeants démocratiques du G8 se rencontreront, ils tiendront à réagir haut et fort à ces assauts.

En outre, il existe un lien direct entre le développement de l'Afrique et la lutte au terrorisme. En effet, en raison des attaques terroristes menées contre les ambassades américaines en Afrique et des attaques américaines dirigées contre les installations terroristes au Soudan, il est encore plus essentiel de priver les terroristes qui fuient l'Afghanistan et le Moyen-Orient des refuges sûrs et des nouveaux camps d'entraînement dont ils disposent en Afrique et qui peuvent être le résultat de la pauvreté et du ressentiment qui affligent ce continent. Étant donné que les sommets sont plus efficaces lorsque leur ordre du jour est synergique et qu'il établit des liens entre les questions politiques et économiques tout en s'inscrivant dans des accords globaux, il importe de noter que le troisième thème du sommet de Kananaskis, à savoir le maintien de la croissance mondiale, est également essentiel à l'aide au développement ainsi qu'aux missions antiterroristes à long terme.

Finalement, à peu près tous les dirigeants qui se rendront à Kananaskis jouissent d'une excellente crédibilité pour ce qui est de l'exercice de la démocratie. Le président Vladimir Putin se présentera au sommet comme étant le premier dirigeant russe à avoir été élu démocratiquement et constitutionnellement. Le premier ministre de l'Espagne, qui représentera l'Union européenne, vient d'un pays où règne la démocratie depuis plus de vingt ans. Romano Prodi, qui représente maintenant la Commission européenne, a déjà été élu démocratiquement à la tête d'une grande puissance. On peut même dire que les cinq dirigeants africains qui seront présents ont été portés au pouvoir de façon démocratique.

Ces convictions démocratiques communes ont déjà été remises en question au cours des travaux préparatoires du sommet de Kananaskis, et elles ont déjà fait leurs preuves. Deux des dirigeants africains du NEPAD, soit Mbeki de l'Afrique du Sud et Obassango du Nigéria, ont été conformes à leurs principes démocratiques, contrairement à leurs voisins africains, en dénonçant l'élection truquée de Robert Mugabe qui s'est tenue récemment dans la violence au Zimbabwe sans égard aux normes minimales de saine gestion publique essentielles au succès de l'Afrique de demain. Des pays du G8 ont consenti de nouveaux prêts sous forme d'APD – d'abord 500 millions de dollars canadiens du pays hôte dans le cadre du budget déposé le 10 décembre 2001, 10 milliards de dollars américains des États-Unis le 15 mars 2002, une somme semblable de l'Union européenne ainsi qu'une somme supplémentaire promise par le Canada et correspondant à une augmentation annuelle de 8 %. Un allégement accru est en cours, et le Ghana vient de s'ajouter à la liste des PPTE parmi lesquels 23 nations ont atteint le « point de décision » qui les libère d'environ 75 % de leur dette. Pour ce qui est de l'accès aux marchés, le Canada a fait un pas dans la bonne direction en indiquant qu'il ouvrirait enfin son marché du textile, demeuré longtemps impénétrable, aux produits africains.

D'autres variables peuvent encore perturber cet ordre du jour dominé par les questions démocratiques. La première est le déclenchement d'une crise internationale en puissance à la veille du sommet de Kananaskis, comme celles qui menacent déjà le Moyen-Orient, le Cachemire, le Golfe, la péninsule coréenne, le détroit de Taïwan ou l'Argentine, où la démocratie fragile et chèrement acquise pourrait être gravement ébranlée. La deuxième variable perturbatrice pourrait venir des États-Unis, de la Russie, de l'Italie ou de la France, où de nouvelles attaques terroristes pourraient forcer les dirigeants de ces pays à se concentrer sur la lutte au terrorisme plutôt que sur le développement des pays africains. La troisième variable pourrait consister en une réaction aux attaques terroristes de la part des gouvernements démocratiques, qu'il s'agisse des membres du G8 ou d'autres pays, lesquels pourraient, dans le feu de l'action, compromettre de façon indue les libertés individuelles si chères à leurs régimes politiques. La quatrième variable pourrait se traduire par une vague de protectionnisme déclenchée par les États-Unis au sein du G7, dont les premières victimes seraient le cycle de négociations de l'OMC à Doha portant sur le développement, les pays africains qui doivent accéder aux marchés pour vendre leurs produits agricoles ainsi que les investisseurs américains et du G8 qui s'installeraient peut-être en Afrique s'ils avaient la conviction que leurs nouvelles usines pourraient se trouver des débouchés dans le pays d'attache. Enfin, la cinquième variable pourrait correspondre aux demandes des protectionnistes qui, dans le cadre de l'aide au développement de l'Afrique, exigeraient que l'on ralentisse ou que l'on arrête toute intervention d'envergure tant que l'on n'aura pas mis fin aux actes de violence au Zimbabwe, au Congo et à Madagascar ou jusqu'à ce que chaque citoyen africain ait la chance d'approuver le nouveau plan.

Cependant, l'hôte canadien Jean Chrétien a déjà décelé et géré avec succès ces variables perturbatrices au sommet d'Halifax qu'il a tenu en 1995 ainsi qu'à Lyon, en France, l'année suivante, ce qui fait qu'il est possible d'en atténuer les risques. Au cours de sa tournée précédant le sommet de Kananaskis qui lui a permis de rencontrer ses collègues dans le cadre des travaux préparatoires, il s'est arrangé pour qu'ils acceptent à l'avance de s'en tenir strictement au thème central du développement de l'Afrique.

### **Vulnérabilité commune et capacités égales**

Une deuxième condition clé au succès d'un sommet découle de la capacité des dirigeants à se convaincre qu'ils peuvent et doivent s'attaquer collectivement aux graves problèmes mondiaux, et que chacun peut et doit jouer un rôle égal dans l'élaboration d'une réponse collective efficace. Cette reconnaissance de leurs influences dominantes exercées à l'extérieur du sommet, de leurs influences plus égales exercées à l'intérieur du sommet et de leur vulnérabilité prend toute son importance à mesure que l'ouverture du sommet approche.

Ce sont les pays autres que les États-Unis qui sont susceptibles de faire figure de leaders et de bénéficier le plus du sommet de Kananaskis, et ce de par leurs intérêts, leurs capacités et leur motivation liés à l'ordre du jour proposé. Le Canada bilingue, les anciennes puissances coloniales que sont la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et

l'Allemagne, ainsi que le Japon, puissance mondiale civile, se préoccupent grandement de l'Afrique appauvrie; on ne peut en dire autant des États-Unis, malgré la Liberian Connection, le Black Caucus du Congrès américain et les entrepreneurs à la recherche de bonnes affaires dans un continent qui possède des richesses naturelles. Pour ce qui est de l'APD, premier outil à utiliser en vue de concrétiser le NEPAD, ce sont le Japon et la France, de concert avec les Américains, qui arrivent en tête en termes absolus. Enfin, en matière d'allègement de la dette, d'accès aux marchés et d'IED, le G8 domine au niveau mondial et maintient un bon équilibre à l'interne, ce qui n'est pas le cas dans des domaines plus militaires.

De même, dans la lutte au terrorisme, l'image classique est celle de l'armée américaine qui commande en Afghanistan, les autres membres du G8 assurant un rôle complémentaire mais non essentiel. Mais ce tableau masque la vraie dynamique politique sous-jacente. Ainsi, de l'attentat à la bombe perpétré contre le World Trade Centre en 1993 à la destruction des deux tours ainsi qu'à l'attaque dirigée contre le Pentagone le 11 septembre 2001, c'est l'« Amérique vulnérable » et non l'« Amérique victorieuse » qui s'est fait remarquer, et le fait que les dirigeants d'Al-Qaeda et des talibans soient toujours en liberté vient amplifier cette perception. En effet, parmi les pays du G8, seul le Canada, voisin nord-américain des États-Unis, n'a pas encore subi d'attaque terroriste sur son territoire depuis le début des sommets. Ce n'est là qu'une mince consolation pour un pays qui, comme tous les autres membres du G8, a eu sa part de victimes dans le World Trade Centre. Et tous savent très bien qu'ils ont besoin du soutien total des nations qui ne font pas partie du G8 afin de repérer et de démanteler les réseaux terroristes ainsi que leurs sources de financement. Ainsi, la reconnaissance de cette vulnérabilité commune par rapport aux forces extérieures a permis de venir à bout des inégalités internes en matière de capacités; elle constitue en outre l'élément moteur qui pousse les membres du sommet à collaborer dans le contexte actuel de mondialisation.

Dans le domaine du maintien de la croissance mondiale, comme dans le domaine plus vaste et général des capacités globales, cette notion de vulnérabilité commune et de capacités égales est également dominante. Une décennie ou presque de crises financières internationales généralisées, lesquelles ont débuté au Mexique pour ensuite s'attaquer à l'Asie, aux Amériques, à la Russie européenne et enfin États-Unis (effondrement du fonds spéculatif de gestion des immobilisations à long terme), bien qu'elles sévissent toujours en Argentine, a démontré aux États-Unis et à ses collègues du G8 qu'ils sont tous vulnérables et qu'ils doivent tous fournir des ressources lorsque ces menaces systémiques surviennent. Le récent consensus du G7 quant à la nécessité de se doter d'un mécanisme de restructuration des emprunts souverains (MRES) - mécanisme de « maintien du statu quo » qui requiert la participation du secteur privé en présence de désastres semblables à celui qu'a connu l'Argentine - confirme que tous les membres sont maintenant conscients de la vulnérabilité de chaque nation à une crise systémique - vulnérabilité ressentie d'abord par les petits pays membres seulement. Au début des années 90, on craignait que les « dix grandes » économies émergentes allaient bientôt surpasser les capacités économiques du G7, mais après dix ans de crises financières qui ont dévasté bon nombre de ces économies naissantes, la menace vient d'ailleurs. En effet, on craint que la Chine, malgré sa forte croissance superficielle, ne déclenche une autre crise et que les membres

du G7, vulnérables gestionnaires de crise de dernier recours, ne doivent se serrer les coudes pour l'endiguer.

Pour l'instant, au sein du G8, les capacités réelles s'équivalent. La hausse soudaine et temporaire de la croissance économique aux États-Unis est déjà éclipsée par le déclin du dollar américain, et ce à un niveau nettement plus prononcé que celui de cette poussée relative. Bien qu'il figure au dernier rang de la liste des joueurs du G7, le Canada devrait recevoir la médaille d'or de la croissance économique au sein de ce groupe cette année et l'année prochaine, tandis que la Russie, au sein des pays du G8, devrait fournir plus de sécurité économique qu'elle n'en utilisera au cours de la prochaine décennie. Si la deuxième puissance, soit le Japon, peut maintenir sa reprise provisoire, passer de la déflation à l'inflation et renforcer la valeur du yen, son influence mondiale fera en sorte que les capacités du G7 s'équivaudent et reviendront à la normale, comme c'était le cas avant que ne surviennent les difficultés des années 90.

### **Avantage politique**

Une troisième condition essentielle au succès du sommet réside dans le contrôle direct qui est exercé, et ce de la conception initiale à la livraison finale, par des dirigeants élus démocratiquement qui disposent de la détermination et de l'avantage politique intérieur requis pour faire en sorte que la réunion donne les résultats escomptés. Kananaskis met en vedette un groupe prometteur de chefs d'État énergiques, relativement jeunes, stables sur le plan politique et populaires à l'échelle nationale qui ont tous approuvé à Gênes, l'année dernière, l'architecture de base du sommet de Kananaskis axé sur l'Afrique. Grâce à la vaste expérience dans le domaine de l'hôte de cette année, Jean Chrétien, et de celui de l'an prochain, Jacques Chirac, ces dirigeants devraient faire preuve d'un engagement et profiter d'un avantage politique qui leur permettront de surmonter les préoccupations très variées de leurs pays pour faire de Kananaskis, de par ses thèmes centraux, un grand succès.

Tous les dirigeants du G8, à l'exception de l'Allemand Schroeder, sont confortablement installés en début ou en milieu de mandat, et le président Chirac, qui vient tout juste d'être réélu, est peut-être celui dont le pouvoir est le plus renforcé. Ils contrôlent tous assez bien leurs assemblées législatives conformément à leurs normes nationales respectives. Toutefois, Chirac attend les résultats des élections législatives françaises de juin pour voir si son parti aura finalement la majorité législative, et Bush pense déjà aux élections de mi-mandat de novembre qui devraient permettre de briser l'égalité qui règne au Congrès. La plupart de ces dirigeants ont la cote, bien que le premier ministre japonais Koizumi ait subi une nette baisse de popularité après avoir atteint des sommets historiques et que le chancelier allemand Schroeder tire de l'arrière sur son principal rival à l'approche des élections nationales de septembre.

Les dirigeants du G8 devraient donc disposer d'un avantage politique intérieur suffisant pour remplir leurs engagements à Kananaskis, même si leurs électeurs ne sont pas particulièrement préoccupés par les thèmes dont il sera question. La réduction de la

pauvreté en Afrique n'est une priorité nationale dans aucun des pays du G8. En fait, même au Canada, pays hôte, cette question se classe parmi les dernières en matière de politique étrangère. Aux États-Unis, ce n'est pas le « terrorisme » ou la « croissance économique » qui occupe le premier rang, mais plutôt l'éducation. Au Canada, la « protection de l'environnement à l'échelle mondiale » demeure la priorité numéro un, et c'est ainsi depuis plus de dix ans. Cependant, en juillet dernier à Gênes, tous les dirigeants du G8 ont convenu de la nécessité de se concentrer sur le NEPAD. Ils connaissent donc les enjeux; c'est pourquoi il sera important pour eux de terminer à Kananaskis ce qu'ils ont commencé il y a un an. Jean Chrétien, de par son attitude décidée, pourra rappeler aux autres dirigeants l'entente initiale qu'ils ont conclue afin de renforcer leurs convictions. Et surtout, ces chefs d'État savent qu'ils se trouveront, à Kananaskis, en présence des mêmes dirigeants africains à qui ils ont fait des promesses l'an dernier à Gênes.

Le thème du terrorisme pourrait, au premier abord, causer une dissension indésirable au sein des membres du G8. D'une part, on retrouve un président américain exalté et une opinion publique favorable ainsi qu'un allié russe dont les motivations sont différentes. D'autre part, on retrouve tous les autres, avec leurs diverses préoccupations. Or, les sondages indiquent une foule de points communs, et les citoyens de tous les pays du G8 sont en faveur d'une réaction énergique aux attentats terroristes du 11 septembre, tandis que ceux de la plupart des nations qui ne font pas partie du groupe n'approuvent pas cette démarche.

### **Participation complexe**

Enfin, les sommets sont plus fructueux lorsque la participation est restreinte. Dans ces circonstances, tous les dirigeants ont, à l'intérieur de l'horaire prévu, amplement de temps pour présenter leurs points de vue réels avec transparence et subtilité, pour écouter et comprendre vraiment leurs collègues, pour remettre en question leurs anciennes prises de position, perspectives et préférences et pour élaborer d'ambitieux accords globaux exhaustifs et corrélés. Ils mettent ainsi toutes les chances de leur côté pour en arriver à un consensus ainsi que pour éviter d'isoler certains participants ou encore de les voir exercer leur droit de veto ou quitter les lieux.

Le sommet de Kananaskis comporte le plus imposant défi de l'histoire du G8. En effet, on a invité à l'événement un groupe de personnes varié et éparpillé. On y retrouve le G8 et la Commission européenne, ainsi que le premier ministre de l'Espagne, qui assistera au sommet pour la première fois, et ce au terme de six mois de présidence en tant que représentant du Conseil européen. On y verra également cinq dirigeants de l'Afrique francophone et de l'Afrique anglophone, ainsi que le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan. En outre, les 16 dirigeants invités qui représenteront 12 pays, une organisation démocratique régionale et une organisation multilatérale à contrôle non démocratique participeront non pas à une réunion précédant le sommet ou y faisant suite, mais bien au sommet comme tel à titre de partenaires à part entière, et ce pour la première fois dans l'histoire du G7/8. Ces seize dirigeants devront recueillir un consensus au sein

du G8 et du groupe africain ainsi qu'entre les deux entités. De plus, ne disposant que de huit heures pour agir à la dernière journée de ce sommet de deux jours, ils n'auront pas de deuxième chance, en cas de désaccord, pour y réfléchir et discuter à tête reposée le lendemain.

Plusieurs facteurs viennent cependant atténuer les risques découlant du « principe » du trop grand nombre de participants. Les sommets précédents ont démontré qu'ils peuvent très bien fonctionner lorsque des visiteurs de l'extérieur du groupe sont présents, plus particulièrement lorsqu'ils viennent de pays en développement, et à plus forte raison lorsque les sommets accueillent le même nombre de participants que l'année précédente au lieu d'accroître le nombre d'invités. On s'en tiendra en gros à cette méthode à Kananaskis. Le nouveau défi du sommet, qui consiste à permettre à certains pays qui participent à la réunion précédant l'événement de devenir des partenaires à part entière, a déjà été abordé et relevé auparavant par le G8 et la Russie. Dans la même optique de réduction des risques, les chefs d'État africains, le Secrétaire général des Nations Unies et les dirigeants du G8 qui se rendront à Kananaskis seront pratiquement les mêmes personnes que l'an dernier, et ils discuteront du même thème. Comme point à l'ordre du jour, le développement en général et plus particulièrement en Afrique accentue davantage l'idée de continuité et de lancée qui a été introduite, étant donné que l'on a déjà traité ce sujet de façon plus intensive et efficace à chaque année depuis le sommet de Lyon en 1996 jusqu'à celui de Gênes l'an dernier.

La présence sur place des dirigeants africains lors de la réunion et après la rencontre constitue un autre facteur qui réduira les risques reliés au grand nombre de participants. L'enjeu principal, soit la création d'un nouveau paradigme et d'un plan d'action favorisant le développement de l'Afrique, ne pourra se concrétiser à long terme qu'à condition que les dirigeants du G8 comprennent dès le départ le mode de pensée et les défis des Africains, que ces derniers soient traités en tant que partenaires à part entière, que les dirigeants africains soient prêts à s'engager dans le processus et que leurs citoyens soient informés du paradigme et du plan afin de pouvoir aider à leur mise en oeuvre. Il ne s'agit pas là d'une condition préalable à la réussite du sommet de Kananaskis, mais bien d'une conséquence de ce succès. Le sommet de Kananaskis permettra de consolider l'engagement véritable que doit respecter la société civile, et il favorisera également son enracinement solide et durable dans une Afrique démocratisée. La difficulté supplémentaire qui consiste, pour un groupe de participants varié et éparpillé, à en arriver à un consensus de collaboration est contrebalancée par la qualité de la conception et les perspectives de livraison durable en aval grâce au respect éventuel des engagements pris par les membres du G8 ainsi que, maintenant, par les dirigeants démocratiques africains et leurs citoyens.

Cette logique entraîne en fait deux nouveaux défis, lesquels définissent les points de repère qui pourraient servir à évaluer en bout de ligne le sommet de Kananaskis. Ces deux défis remontent au sommet de Paris en 1989, où l'on a instauré deux processus de participation démocratique du G7. Le premier fait suite à l'arrivée de la lettre de Gorbatchev indiquant que l'Union soviétique et les pays de l'Est voulaient s'ouvrir sur l'Ouest. Le deuxième provient de 15 dirigeants de pays en développement qui, lors d'un

dîner avec leurs collègues du G7 tenu la veille d'un sommet, ont signalé que le sud désirait conclure une nouvelle entente avec le nord afin de faire partie des pays développés. Le G7 n'a réalisé que la première de ces révolutions portant sur le développement et la démocratie au cours des dix dernières années. Il reste maintenant à savoir comment le G8 réussira à accomplir la deuxième révolution au cours de la prochaine décennie. La première étape consiste à s'assurer de la présence et du partenariat permanents des dirigeants africains au sein du G8, et ce à Kananaskis ainsi qu'au cours du processus préparatoire. La deuxième étape consiste à déterminer de quelle façon les dirigeants africains, à l'instar de ceux de la Russie, pourraient un jour devenir des partenaires permanents à part entière au sein d'un G8 élargi, lequel pourrait prendre la forme d'un G20 où les chefs d'État d'autres régions démocratiques seraient également inclus. Enfin, vu que les gouvernements ont agi tellement rapidement et intégralement en matière d'APD, d'allégement de la dette et d'accès aux marchés, il incombe aux partenaires des marchés, d'abord en Afrique et ensuite à l'extérieur, de soutenir les nouvelles démocraties africaines à l'aide de leurs propres fonds.

### **Hôte avisé**

Afin de recueillir le fruit de ces quatre conditions favorables, l'hôte canadien du sommet de Kananaskis doit faire appel aux talents des dirigeants réunis afin de mettre en place l'architecture du nouveau paradigme, du plan et du processus de développement de l'Afrique. Le G8 et le reste du monde ont la chance d'avoir comme hôte le premier ministre du Canada, Jean Chrétien, qui est l'homme tout désigné pour conclure une entente. Chrétien a fait du G7/8 le fer de lance de la politique étrangère de son gouvernement, comme il l'a mentionné dans sa déclaration officielle du 7 février 1995. Il a assisté à tous les sommets du G7 depuis celui de Bonne en 1978, où il a agi à titre de ministre des Finances pour le compte du premier ministre Pierre Trudeau. À titre de chef d'État, il a participé à tous les sommets depuis celui de Naples en 1994. En tant qu'hôte du sommet d'Halifax en 1995, il a démontré qu'il pouvait traiter les divers thèmes approuvés lors du sommet de l'année précédente, s'en tenir à son ordre du jour malgré les préoccupations qui l'ont monopolisé au cours des mois suivants et composer habilement sur place avec les besoins politiques intérieurs immédiats de nouveaux dirigeants – notamment Jacques Chirac, le président américain et le premier ministre japonais – afin que les membres du sommet puissent réagir de façon manifeste aux crises liées à la sécurité qui ont touché le reste du monde ainsi qu'aux frictions commerciales au sein du G7.

Vieux routier des conférences au sommet, Chrétien, tout comme son équipe, s'est inspiré du premier sommet tenu au Canada, soit celui de Montebello, au Québec, en 1981. À soixante milles d'une ville de taille moyenne où la majeure partie des médias s'est regroupée, les dirigeants se sont rencontrés de façon non officielle dans la « plus grosse cabane en bois rond au monde » afin de tenter de convaincre le nouveau président républicain de l'époque, Reagan, d'entamer des négociations globales en vue de la conclusion d'un nouvel accord nord-sud. Ils ont réussi à obtenir l'assentiment du président Reagan pendant le sommet à proprement parler. Mais le résultat final escompté ne s'est

pas concrétisé, car la deuxième étape, soit une conférence multilatérale sur les négociations globales, n'a pu résister aux dissensions politiques mises en évidence lors du forum des Nations Unies qui lui a servi de cadre. Cette fois-ci, les Canadiens suivront en grande partie le modèle de Montebello, mais ils essaieront de conclure sur place la deuxième et dernière partie de l'entente. Ils entendent donc intégrer les dirigeants du « sud » au sommet du G8 du « nord » et donner au G8 l'occasion d'utiliser toutes ses armes pour relever le plus important défi nord-sud de l'heure.

Pour réaliser ces deux étapes au cours d'un seul et unique sommet, Chrétien a nommé Robert Fowler, vétéran de Montebello et du service extérieur canadien, au poste de représentant personnel ou « sherpa ». Fowler jouit d'une expérience personnelle enviable, a fait preuve d'un engagement sans bornes à l'égard de l'Afrique et a obtenu récemment d'excellents résultats en tant qu'ambassadeur du Canada aux Nations Unies. Agissant à titre de représentant personnel de Chrétien à la fois pour le G8 et pour l'Afrique, il remplira un rôle unique au sein du G8 dans le cadre duquel il s'efforcera, pour le compte de son chef, de rapprocher trois processus distincts de formation de consensus qui demeurent très fragiles. Fowler a établi un nouveau record du G8 pour ce qui est des consultations effectuées auprès d'organisations de la société civile lors des travaux préparatoires du sommet de Kananaskis. Son premier ministre en a établi un autre pour ce qui est de l'intensité et de l'étendue des consultations précédant le sommet au sein du G8 et des pays africains ainsi qu'à l'échelle mondiale. Pour Chrétien et ses collègues, le défi consiste maintenant à tenir le cap malgré les déboires du sommet de Gênes de l'an dernier, et ce afin de faire face à l'actuelle « crise de la gouvernance » qui sévit au sein des démocraties du G8 et de trouver une façon de faire participer la société civile aux travaux du G8 ainsi qu'à la gouvernance mondiale, ce qui permettra d'adapter la mondialisation aux besoins de tous les pays.

Grâce, en partie, à ces consultations sans précédent antérieures au sommet, on a considérablement atténué les facteurs de risque qui pourraient entraîner les dirigeants sur la voie de la dissension plutôt que sur celle du consensus à Kananaskis. Les facteurs de risque encore présents ont déjà été éliminés avec succès par Chrétien auparavant. Le pays clé au sommet de Kananaskis est la France, qui constitue le seul autre membre francophone du G8 et, d'une certaine façon, le partenaire étranger le plus important du Canada. Chrétien devra convaincre le président Chirac de la nécessité d'acheminer les nouvelles ressources mobilisées par le NEPAD vers les nouvelles démocraties africaines, peu importe la langue qui s'y parle, plutôt que vers les pays que la France a colonisés par le passé. Les deux dirigeants devront décider, ce qui n'est pas chose facile, si l'allègement de la dette doit se limiter aux pays les plus pauvres, surtout africains, ou encore s'étendre, pour des raisons économiques ou autres, à un nombre accru de débiteurs à revenu intermédiaire qui regorgent de pétrole et de compétences dans la langue de Molière. Il faut tout de même admettre que Chrétien, en tant que doyen du sommet, a le grand privilège de pouvoir compter sur un allié français de la trempe de Chirac. En effet, ces deux dirigeants et leurs pays ont acquis une vaste expérience en matière de sommets, accordent une grande importance au développement et à l'Afrique en plus d'assurer une continuité, entre les sommets et les cycles, qui s'avère essentielle. Si l'on pouvait trouver une façon de passer le flambeau avec succès aux autres membres de la francophonie,

l'héritage du sommet de Kananaskis pourrait dépasser largement le cadre temporel limité dont dispose le Canada.

Cet héritage pourrait bien s'avérer tout aussi important que celui qu'a pressenti Pierre Trudeau lors du premier sommet auquel le Canada a assisté en 1976. Il a alors mentionné clairement et avec justesse : « Le succès de ces conférences ne se mesure pas par la résolution de problèmes économiques particuliers, par la création de nouvelles institutions ou encore par la conclusion d'une résolution quelconque. Le succès doit être évalué en fonction de notre capacité à influencer le comportement des gens qui vivent dans nos démocraties et, peut-être même tout autant, celui des gens des autres pays qui nous observent, afin que toutes ces personnes soient convaincues que le type de liberté économique et politique dont nous bénéficions nous permettra de résoudre des problèmes. »

En bout de ligne, ce sont les opinions et les réactions des citoyens des pays du G8, de l'Afrique et de la collectivité mondiale, lesquels doivent faire face aux variables multiples et diverses de la mondialisation, qui feront du sommet de Kananaskis un succès historique.

## **Bibliographie**

Bayne, Nicholas. *Hanging in There: The G7 and G8 Summit in Maturity and Renewal* (Ashgate: Aldershot), 2000.

Kirton, John. « Explaining G8 Effectiveness », p. 45 à 68, tiré de Michael Hodges, John Kirton et Joseph Daniels (éditeurs), *The G8's Role in the New Millennium* (Ashgate: Aldershot), 1999.

Kirton, John, Ella Kokotsis et Diana Juricevic. « G7/8 Commitments and their Significance, 1975-2001 », p. 269 et 270, tiré de John Kirton et Junichi Takase (éditeurs), *New Directions in Global Political Governance: The G8 and International Order for the Twenty-First Century* (Ashgate: Aldershot), 2002.